

**L'impact de la politique de l'habitat rural sur le développement de la ressource humaine et des compétences managériales en Algérie**

**The impact of rural housing policy on the development of human resources and managerial skills in Algeria**

**TALEB Kamir<sup>1</sup>, AKNINESOUIDI Roza<sup>2</sup>**

<sup>1</sup>Doctorante en sciences économiques, Université Mouloud Mammeri,  
Tizi-Ouzou, Algérie, kamir2010@hotmail.fr

<sup>2</sup> maitre de conférence A au département des sciences économiques, université Mouloud Mammeri, Tizi-Ouzou, Algérie, r\_aknine@yahoo.fr

Reçu le:14/11/2018

Accepté le:10/06/2019

Publié le:14/06/2019

**Résumé**

L'Algérie a vécu un système politique, économique et social bouleversé. L'habitat, particulièrement rural, a connu une destruction. Les pouvoirs publics algériens ont pris en main le secteur dès l'indépendance dans l'objectif de garantir un logement abordable et décent pour toutes les couches sociales. Dès le début des années 2000, un programme d'aide à la construction de logement rural a été mis en place. L'objet traité dans ce papier consiste à analyser la question du manque de compétences managériales et du savoir-faire dans le secteur de la construction. La question que nous nous posons est **quel est l'impact de la politique de l'habitat rural sur la réémergence des métiers de la construction, la création d'emplois ainsi que la valorisation des ressources locales?** Pour ce faire nous allons nous appuyer sur l'étude du cas d'une commune de montagne.

**Mots clés :** ressource humaine, compétence, habitat rural, savoir-faire, Algérie

**Jel Classification Codes :** C10, K15

**Abstract:**

Algeria had lived a political, economic, social disruption. Housing in general and rural housing in particular witnessed destruction. After the independence, Algerian public authorities took over the sector to ensure affordable and decent housing for all social classes. Since the 2000's, a rural housing construction aid program was set up. The purpose of this paper is to affirm the weakness of managerial competences and the knowhow. The question asked is what's the impact of rural housing policy on the re-emergence of construction trades, creation of new jobs and valorisation of local resources?

**Keywords:** human resources, competence, rural housing, knowhow, Algeria

**Jel ClassificationCodes :** C10, K15

<sup>1</sup> TALEB Kamir, Email : kamir2010@hotmail.fr

**1. Introduction**

Les objectifs du millénaire pour le développement (OMD), pour lesquels la mobilisation internationale plus ou moins forte, consistent à assurer un environnement durable et propice au développement. L'une des priorités de ce millénaire est d'améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants des bidonvilles d'ici 2020. L'Algérie, pour laquelle les OMD ont été parmi les repères pour la conception de sa politique de développement, s'est engagée à tout mettre en œuvre pour réaliser ces objectifs, en adoptant des politiques et des programmes de développement ambitieux dans la perspective d'améliorer les conditions de vie des citoyens. Une

des politiques les plus ambitieuses en matière d'habitat a été engagée. L'un des axes de cette politique consiste dans l'habitat rural. L'aide à la construction rurale est un moyen d'améliorer la vie des populations dans les villages et les campagnes. Elle contribue à la restauration des métiers de construction et valorise les ressources matérielles et humaines des territoires. Une politique de telle envergure nécessite des ressources financières, matérielles et humaines pour sa réussite. Des appels sont lancés, pour capter les compétences managériales et des savoir-faire en bâtiments ainsi que des efforts sont engagés dans l'offre et la disponibilité des matériaux de construction dont la demande est de plus en plus croissante. Cette politique a été confrontée à des obstacles tels que le manque d'une main-d'œuvre spécialisée. La question que nous mettons en avant est, quel est l'impact de la politique de l'habitat rural sur la réémergence des métiers de la construction, la création d'emploi ainsi que la valorisation des ressources locales?

Pour y répondre, nous nous référons à l'étude d'une commune de montagne qui a bénéficié de ces aides. Par ailleurs nous posons deux hypothèses :

1. La ressource humaine dans le secteur de la construction pose le vrai problème de l'efficacité voulue par cette politique.
2. Les habitations à moitié achevées dénotent de l'incompétence des titulaires à estimer les coûts de construction ainsi qu'un manque de professionnalisme des parties prenantes dans cette politique.

Notre travail est organisé autour de trois points : le premier sera consacré à cerner l'état des lieux de l'habitat en Algérie et particulièrement l'habitat rural. Le deuxième traitera des freins majeurs au développement du secteur de la construction, principalement le manque de compétences, du savoir faire et de la main d'œuvre qualifiée. Enfin, nous allons essayer de mettre l'accent sur les enjeux de la politique de l'habitat rural à travers une étude empirique sur une commune de montagne bénéficiant de différents projets d'aide à la construction, à travers notre observation et des entretiens avec les représentants de la collectivité locale. L'intérêt de cette thématique consiste dans le fait que d'une part, la politique de l'habitat rural est peu traitée, elle est une question d'actualité pour les pouvoirs publics et les collectivités locales. D'autre part,, les compétences et le savoir-faire sont au cœur du secteur de la construction sont rares au regard des travailleurs étrangers (chinois, marocains) qui y interviennent.

## **2. État des lieux du secteur de l'habitat en Algérie**

Durant les 20 ans qui ont suivi l'indépendance, les besoins de la population ont connu une évolution rapide suite à la croissance démographique et l'exode rural. Le logement est considéré comme un bien de consommation durable, sa construction exige d'importants capitaux. La fabrication des logements a été caractérisée par une adaptation difficile des savoir-faire aux procédés importés, des problèmes d'organisation des procès de travail et des filières, et des conflits entre acteurs. Ces conditions ont impliqué des résultats néfastes sur la construction de logements (faible quantité de logements livrés, accroissement des délais de livraison et des coûts, augmentation du volume d'assistance technologique à l'égard de l'étranger). « Les filières de construction en Algérie et plus globalement l'industrie du bâtiment et des travaux publics appartiennent à un secteur trop important» (BOUBEKEUR.S, 1986, p. 91). Il est devenu nécessaire de définir des orientations dans le secteur de la construction et de réaliser une cohérence entre les objectifs et les moyens.

## 2.1 Situation de l'habitat au lendemain de l'indépendance

Au lendemain de l'indépendance, l'Algérie avait hérité d'une situation socio-économique déplorable. La situation du logement, malgré qu'elle était alarmante, n'était pas la priorité pour les dirigeants vue l'instabilité politique qui caractérisait le pays. Pour BOUHABA (1986), l'analyse du bilan économique et social de la période flottante (1962/1966) démontre l'inaptitude certaine des moyens de réalisation et les difficultés d'approvisionnement en matériaux de construction (manque d'ouvriers qualifiés, concurrence des entreprises industrielles, manque de ressources financières). Par ailleurs, l'importance des besoins et l'existence d'un marché immense ont favorisé le développement de l'industrie du bâtiment dès le début des années 70.

À la veille du plan quadriennal, la crise du logement retrouve toute sa signification (décalage quantitatif et qualitatif entre une offre limitée de logements et des besoins d'une population en croissance). Sur le plan quantitatif, le taux de croissance annuel du nombre de logements pour la période 1966/1977 était de 1,5% contre un taux de croissance démographique de 3,4%. Sur le plan qualitatif, le parc de logement en 1977 (2 208 712 logements) est loin d'offrir le minimum de conditions, de commodités et d'espace (BOUHABA.M, 1986, p. 59). La taille moyenne du logement est inférieure à 2,5 pièces (83% des logements comportent 1 à 3 pièces). Le taux d'occupation des logements est passé de 6,1hab/log à 7,1hab/log et celui des pièces de 2,6hab/p à 3,2hab/p pour la même période (SEMMOUD.B, 1986, p. 129). Plus de la moitié des logements ne disposaient ni d'électricité ni d'eau courante. 87% sont dépourvus de gaz de ville et 60% ne sont pas reliés aux réseaux d'assainissement. Les conséquences socio-économiques des conditions de logement en dégradation progressive sont ressenties à plusieurs niveaux avec des degrés d'intensité différents. Les effets sociaux de la crise s'accompagnent d'effets économiques directs qui s'expriment en termes de manque à gagner.

## 2.2 Les années 80 avènement d'un habitat anarchique dans les zones urbaines

La décennie 1980 correspond à la poussée des quartiers non réglementaires, bâtis en dur sans autorisation officielle (TEULIER.J, 2010, p. 57). Ce type d'habitat représente une filière de substitution et un régulateur face à l'inadéquation qualitative et quantitative entre l'offre de logement et les besoins des populations à bas revenus. Cette situation du logement a affirmé que la crise du logement a atteint son sommet. Ainsi, dans un pays à économie socialiste, la réponse à ce besoin ne pouvait venir que de l'État. La prise en charge de la question de l'habitat est très vigoureuse. Elle prend la forme d'une véritable politique d'équipements sociaux (éducation, santé, etc.) et une diversité de l'offre (extension des villages existants, auto-construction, autogestion,...). Les objectifs du premier plan quinquennal en matière de construction de logements ne sont que d'un apport modeste par rapport à l'importance des besoins. Le total en volume des investissements consacrés à l'habitat représente 15% de l'ensemble des investissements. En termes physiques, les livraisons prévues étaient de 700 000 logements, dont 150 000 logements ruraux avec un taux d'occupation prévu de 7,35 personnes par logement. Mais sur le plan des réalisations, seulement 407 000 logements ont été achevés, soit 60% du total prévu. Cela nous ramène à un taux d'occupation moyen supérieur à 8 personnes par logement à la fin de 1984. Avec 86,45 milliards de DA, le logement occupe toujours la deuxième place après l'industrie dans la structure des investissements. Les livraisons prévues dans ce deuxième plan quinquennal s'élèvent à 542 000 logements, tous programmes confondus (BOUHABA.M, 1986, p. 63). Ce volume qui comprend les

restes à réaliser du plan précédent s'avère moins ambitieux en raison de la faiblesse constatée des capacités de réalisation.

Cette décennie constitue une rupture dans la politique de l'habitat. Une longue procédure de privatisation du patrimoine immobilier public est entamée et un pressant appel est lancé à l'initiative privée (SEMMOUD.B, 1986, p. 130). Dans cette période, l'accès à la propriété devient la forme majeure de promotion de l'habitat. La promotion immobilière devient la forme essentielle de réalisation de logement et traduit un recul appréciable de l'État. L'opportunité, des mesures d'accompagnement dont le but est de faire participer les citoyens et les entreprises privées dans la construction, se justifie par l'incapacité de l'État à prendre en charge l'intégralité des besoins en logement et par l'impossibilité d'assurer l'entretien du parc immobilier en état dégradé, notamment avec la crise économique de 1986.

### **2.3 La politique de l'habitat dans les années 90**

Le plan d'ajustement structurel accepté dans la décennie noire (années 90), un contexte de crise et sous la pression du FMI et de la banque mondiale, débouchera sur un « faux désengagement de l'Etat »(TEULIER.J, 2010, p. 61). La politique de logement en Algérie est restée focalisée sur des objectifs d'absorption des déficits. L'encouragement et l'aide de l'État pour la construction individuelle ou collective à des fins personnelles sont réaffirmés. Cette démarche d'offre de logements se base sur l'élaboration d'une typologie discriminante des classes sociales selon les différentes tranches de revenu. Ce dispositif piloté par une structure déconcentrée du secteur de l'habitat (direction du logement et des équipements publics), gère les aides, élabore les programmes de logements correspondants et fixes des budgets nécessaires à leur réalisation dans le programme de l'État. Le nouveau dispositif propose une diversification de l'offre de logements qui intègre de nouvelles formules ajustées au cadre des aides mises en place. Il s'agit de quatre formules d'éligibilité : le logement social locatif, le logement social participatif, le logement en location vente et le logement rural aidé. Ces formules sont orientées vers les ménages éligibles à des aides financières différenciées par les niveaux de leurs revenus (TELAIDJIA.D, KOUADRIA.N, NAIT MERZOUG.ML, 2013, p. 24)

### **2.4 Importance de la politique de l'habitat rural**

Depuis les années 70, l'habitat rural a été plus avantagé. Il a connu son premier essor avec le développement des villages socialistes. Sur les trois décennies de l'indépendance, 45,4 % des nouvelles constructions étaient localisées dans le milieu rural (BOULAHBAL.B, 2008). Mais la politique industrielle et l'insécurité dans les zones rurales de la décennie noire ont engendré des flux très importants des populations vers les villes. Le maintien des populations rurales sur place est devenu une priorité.

#### **2.4.1 La politique de l'habitat rural après l'indépendance**

L'habitat rural connaît depuis l'indépendance des transformations importantes générées soit par les pouvoirs publics soit par la société civile. Dans les campagnes rurales en crise, 450 000 logements ont été construits pendant les deux décennies qui ont suivi l'indépendance, dont la majorité construite par l'initiative privée (les villages socialistes n'interviennent que pour 60 000 logements) (COTE.M, 1986).

Le milieu rural a subi un fort mouvement d'exode rural, mais cet exode a été compensé par le croît démographique<sup>1</sup>. L'espace rural a été confronté à une réadaptation spatiale exigée par les conditions

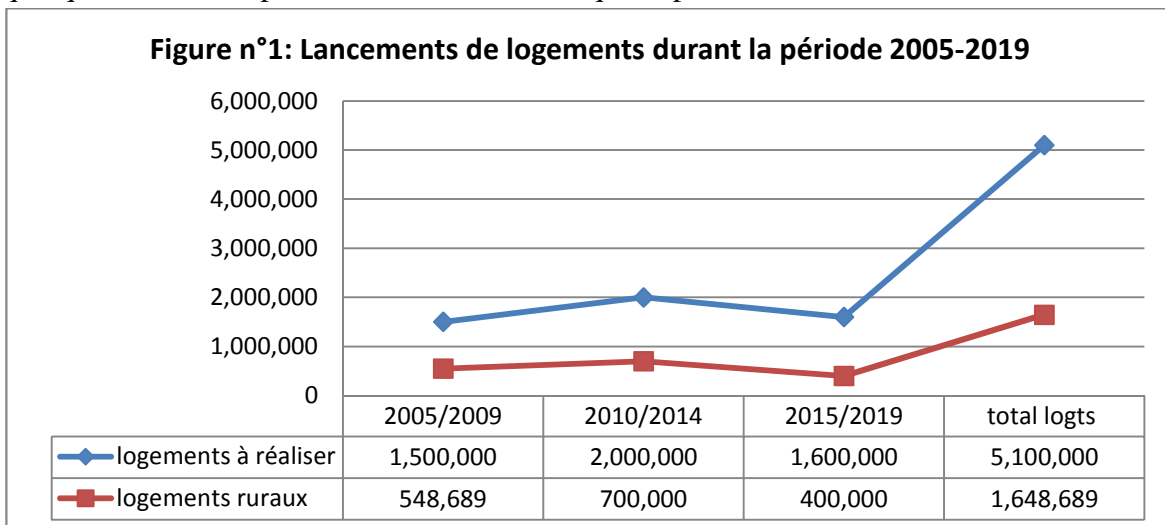
économiques et sociales engendrées par la colonisation et le modèle algérien de développement. Comme conséquence à ces mouvements importants, de nouvelles constructions, nécessitées par la croissance démographique, ont été mises en place renouvelant ainsi le parc logement. Plusieurs programmes spéciaux et plans de développement nationaux ont été mis en application durant les années 1970-1980, accompagnés par des réformes administratives. Ce qui a favorisé, à un certain niveau, une meilleure répartition du progrès dans ces zones rurales (à titre d'exemple, le désenclavement des régions isolées, l'électrification rurale etc.) et une résorption des inégalités territoriales (BESSAOUO, 2006).

Les mutations, sociales et économiques vécues par le pays (crise économique, instabilité politique, ouverture sur le marché international), ont eu des effets auxquels les formules proposées pour le logement ont montré leurs limites. Pour faire face à cette situation, il est devenu nécessaire de reformuler la prise en charge de la question du logement, surtout dans les zones rurales. Depuis 2000, une nouvelle démarche a été adoptée pour assurer une meilleure occupation de l'espace rural et améliorer le mode de vie des citoyens.

#### 2.4.2. La nouvelle politique d'aide à la construction rurale durant les années 2000

La décennie 2000, est marquée par une politique de rattrapage des déficits accumulés lors des années précédentes. La croissance, de la rente pétrolière pendant cette période, a permis de mobiliser des ressources financières appréciables. La variation a été de près de 170 000 logements nouveaux par an. « Un effort considérable d'injection de ressources budgétaires est consenti à partir de 1999[...] L'offre résidentielle publique est marquée par une forte hausse mais elle est tirée essentiellement par l'augmentation considérable des aides AAP destinées au logement rural » (SAFAR.ZITOUN.M, 2012, p. 148). L'habitat rural a attiré l'attention des pouvoirs publics, le considérant comme un moyen d'atténuer l'exode rural. Par conséquent, un programme d'aide à la construction de logements ruraux a été mis en place. Dans ce contexte, il y a eu réalisation d'un important programme de logements destinés aux familles rurales. Les livraisons de logements ont profité essentiellement au logement rural avec 31,2% du total des livraisons (le logement, axe prioritaire, 2009).

Le graphe suivant permet de résumer les lancements en logement durant les programmes quinquennaux de la période 2005-2019, ainsi que la part destinée à l'habitat rural.



Source : établi par nous même à partir des données de Taleb et Aknine, 2017, p 123

Le programme 2005-2009, a vu le lancement d'un projet de construction de 1,5 million de logements dont 548 689 ruraux avec une enveloppe financière 1581 milliards DA .Pour le programme 2010-2014, 2 millions de logements ont été prévus à la construction dont 700 000 logements ruraux, dotés d'une enveloppe de 3700 milliards DA. Le quinquennat actuel fixe deux objectifs : réduire la crise du logement d'ici à la fin de l'année 2019 et finaliser le programme de l'éradication des bidonvilles. La part du logement pendant ce quinquennat est de 1,6 million de logements tous segments confondus dont 400 000 logements ruraux (TALEB.K et AKNINE.R, 2017, p. 123).L'intérêt accordé au logement rural contribuera très certainement à la fixation de la population rurale et à la revitalisation des espaces ruraux pour un meilleur équilibre dans la répartition spatiale de la population.

Les logements qui ont été livrés sous différentes formes, financés partiellement ou entièrement par l'État, ont crû. Cette réalité caractérisera le secteur de construction d'évolutif et de soutenu. Le parc logement est passé de 5,4 M de 2000 à 8,5M en 2015.Le taux d'occupation par logement est passé de 5,6 à 4,5 personnes pour la même période. (Raport national sur les objectifs du Millénaire pour le développement 2000-2015, 2016)

### **3. Le manque de compétences managériales et de la main d'œuvre, un frein au développement des entreprises du bâtiment**

Le secteur de logement en Algérie a évolué dans des conditions économiques (dévaluation du dinar et augmentation des coûts de construction), sociales (croissance de la population) et manque de ressources humaines aptes à porter le projet (manque de savoir, de savoir-faire dans le métier de construction, faibles compétences managériales, informalité du secteur ...). Les compétences des entrepreneurs ou même celles de la main-d'œuvre sont d'une grande importance dans la réussite de tout projet de développement. Les notions de la compétence et du savoir-faire ont pris une grande ampleur dans tous les secteurs, dont le secteur de construction. De Montmolin (1994) note que, la compétence est un ensemble de savoir et de savoir-faire, de conduite type, de procédés standards, de types de raisonnement réunis. En effet, le savoir-faire est considéré comme un élément constructif fondamental de la compétence. On ne peut pas parler de la compétence sans faire référence au savoir-faire. De son côté, Le Boterf (2000) considère que la compétence ne réside pas uniquement dans les ressources (connaissances, capacités, ...), mais dans la mobilisation même de ces dernières. (MORANA.J, BRAHIMI.F, BONET FERNAADEZ.D, TEULON.F, 2014, p. 4). Il n'est pas suffisant d'avoir les ressources mais plutôt savoir les combiner. Par ailleurs, la formation professionnelle est devenue une nécessité pour garantir une main-d'œuvre compétente.

#### **3.1. Un manque de compétences conséquence d'une mauvaise formation**

Le métier de la maçonnerie traditionnelle ne s'est pas construit sur la base d'un savoir théorique. Ce sont d'abord les maîtres maçons et les maçons traditionnels qui l'ont développé dans les chantiers de construction. Faisant recours à leur savoir-faire et puisant dans leur appartenance sociale et religieuse, ils ont développé un savoir constructif opérationnel spécifique qui sera ensuite transmis de génération à une autre. Les savoir-faire « représentent un ensemble de compétences informelles, tacites ou acquises par l'expérience [...]. Ils constituent un ensemble de dispositions liées aux spécificités de la production et sont indispensables pour sa bonne exécution » (RASSE.P, 2001, p. 122). La transmission du savoir-faire reste au cœur du professionnalisme et de la maîtrise du métier. L'artisan du bâtiment est issu d'une filiation ayant à cœur de transmettre leurs savoirs et savoir-faire en même temps qu'une culture du métier (GABRIEL.FRANCOIS.D, 2011, p. 242). Aujourd'hui, il existe toujours des maçons qui se forment sur le tas, la spécialité de maçonnerie qui

existait auparavant dans certain centres de formation professionnelle a quasiment disparu, malgré son importance dans la création de richesses et d'emploi notamment au niveau rural. La formation est le plus souvent la réponse automatique à toute question de la compétence ou de la performance des travailleurs.

Lorsqu'on s'intéresse à la notion de « compétences professionnelles » en Algérie, on constate qu'elle est caractérisée par un système éducatif et de la formation inadéquats avec les besoins du marché en ressource humaine. Les compétences sont rares et les entreprises rencontrent d'énormes difficultés à recruter des jeunes (MORANA.J, BRAHIMI.F, BONET FERNAADEZ.D, TEULON.F, 2014, p. 7). L'entreprise algérienne se trouve confrontée à un problème de qualification de la main-d'œuvre et de manque des compétences pouvant exercer dans des domaines nécessitant une technicité modernisée. Ce manque de compétence n'est pas le résultat du hasard, il est lié principalement au manque de formation adaptée aux exigences du marché. De ce fait, les pouvoirs publics algériens, sont aujourd'hui, de plus en plus impliqués dans les programmes de promotion et de formation (OUKACI.D et MAHMOUDIA.M, p. 6). Mais ce qui est inquiétant est la qualité de la formation et sa réponse aux besoins du marché en main-d'œuvre, surtout qualifiée. De plus, ces centres sont d'un nombre minime parce que les jeunes fuient les métiers manuels. Dans le peu de centres existants, la qualité de la formation est loin d'être satisfaisante. D'une part, il n'y a pas de lien entre les deux milieux de formation, ce qui a été appris au centre de formation ne peut pas être appliqué au milieu du travail. D'autre part, le suivi de la formation se fait par des enseignants non spécialistes, ils se focalisent beaucoup plus sur la discipline qu'à l'apprentissage proprement dit, en ignorant le niveau et la qualité des acquisitions, ce qui confirme les faibles rendements du système de formation professionnelle en Algérie (ANBER.N, 2013, p. 28).

### **3.2. Manque de compétences des entreprises algériennes de construction impose le recours à une main d'œuvre étrangère**

Le secteur du BTP et particulièrement celui de la construction de logements sont confrontés à de multiples problèmes, à leur tête le manque de compétences et du professionnalisme. D'une part, en s'approchant des chefs des chantiers, nous constatons un grand déficit en main-d'œuvre en termes quantitatifs (manque de maçons et de manœuvres) et qualitatifs (manque de compétences et de qualifications). D'une autre part, et selon l'avis des bénéficiaires des aides à la construction, le montant d'aide de 700 000 DA est très loin d'être satisfaisant vu le relief montagneux des zones rurales et la cherté des matières premières. En plus, l'entrepreneur algérien souffre de manque de professionnalisme (compétences entrepreneuriales et managériales) et de savoir-faire artisanal. Ce qui est remarquable le plus est l'état d'avancement paralysé de ces constructions, notamment rurales. A travers nos observations ont constaté, une situation caractérisée par, des logements en carcasses, des habitations à moitié achevées, des retards énormes dans les délais de réalisation. Cette réalité dégradée ne peut être expliquée que par le non professionnalisme des entrepreneurs algériens (certains prennent plusieurs chantiers ou ils travaillent en alternance). Ces derniers cherchent toujours à garantir un plus grand nombre de projets. Ils s'engagent sur plusieurs chantiers à la fois sans tenir compte des capacités de réalisation dans les délais fixés. Des fois, il y a même abandon de projets. Par conséquent, ces bénéficiaires des aides se trouvent dans une situation de crainte vis-à-vis des maçons et des entrepreneurs. En plus de leur déception, un manque de confiance est instauré entre les deux parties. Ils doivent être à jour pour contrôler le travail de leur maçon. Un travail mal fait, des délais de livraison rarement respectés et des coûts de construction

très élevés, les constructeurs se trouvent dans l'obligation de chercher un autre maçon, s'il le trouve bien sûr, ou une autre entreprise en bâtiments.

Beaucoup de manœuvres considèrent le chantier comme refuge un métier de nécessité. Ils travaillent quelques mois puis ils quittent leurs postes. Même si le nombre de chômeurs a atteint des seuils importants, les entreprises en BTP et les auto-constructeurs peinent à trouver le moindre ouvrier sur le marché de l'emploi. Un auto-constructeur s'est révolté contre ces maçons et disait que "J'ai engagé un maçon qui me disait avoir travaillé pendant dix ans, mais il a mis trois jours pour terminer un mur de séparation de 6 m<sup>2</sup>. Au final, le mur était déformé et je l'ai démoli. Je compte engager des Coréens, des Chinois ou des Marocains qui travaillent au mètre carré. Ce sont d'excellents ouvriers qui donnent satisfaction et qui n'ont même pas besoin d'être surveillés." Cette situation a engendré des chantiers en état d'arrêt, une perte d'argent, du temps, des maisons inachevées et un environnement dégradé caractérisé par des paysages architecturaux moches. La conclusion, le citoyen se trouve dans l'obligation de chercher de la main-d'œuvre dans d'autres régions limitrophes du pays comme Bejaia, Bordj Bou-Argeridj, Sétif et M'sila et même de faire appel à une main-d'œuvre étrangère, généralement chinoise.

Depuis le début des années 2000, les entreprises de BTP chinoises ont raflé une partie importante des marchés des travaux publics et privés algériens. Des projets, de centaines de milliers de logements, ont été affectés à ces entreprises étrangères. Bien qu'elles soient contraintes, par la loi algérienne, à privilégier la main-d'œuvre locale, elles emploient principalement des travailleurs chinois. Le recours à des entreprises et à une main-d'œuvre étrangères est difficilement accepté par la société algérienne où le taux de chômage est très élevé et sans doute sous évalué (11% de la population active et 30% pour les moins de 30 ans) (SOUIAH.F, 2011, p. 139). On trouve très peu de travailleurs algériens sur les chantiers confiés à ces entreprises. Même si elles recrutent de la main-d'œuvre algérienne, ce n'est pas pour qu'ils soient chefs de chantier, mais pour les petits travaux sans qualification : surveillance, nettoyage, etc. Il est difficile de parler d'un véritable transfert de compétence. La qualité exigée, le respect des délais contractuels et l'envergure des projets lancés exigent de faire appel à des entreprises étrangères. Les entreprises algériennes seraient incapables de répondre à l'offre ainsi formulée et de faire face aux entreprises chinoises qui emploient principalement une main-d'œuvre difficile à concurrencer. Les potentialités des entreprises algériennes en matière de qualité et de respect des délais sont loin d'égaliser celles des entreprises étrangères. De même, le recours à une main-d'œuvre chinoise et non à la main-d'œuvre locale est justifié en termes d'efficacité. Les entreprises chinoises sont plus rapides et plus compétentes que les entreprises locales.

#### **4. Enjeux de la politique du logement en Algérie : exemple d'une commune rurale**

Le logement est un besoin social fondamental et un indicateur principal du niveau de vie d'une population. Par ses effets économiques en amont (création directe et indirecte d'emploi, consommation de matières premières, utilisation des ressources naturelles et humaines locales etc), la construction est une activité motrice et stratégique dans le développement économique. La construction de logements entretient des effets socio-économiques capables de stimuler les bienfaits de la croissance.

Pour bien illustrer la situation du bâtiment en général et de la construction rurale en particulier, nous avons opté pour l'analyse de l'état du secteur du bâtiment dans une commune de montagne. Cette



commune est caractérisée par la forme rurale de son bâti, qui s'explique par la structure géographique (zone rurale d'un relief montagneux), une réalité qui engendre des coûts de construction plus grands que dans les autres reliefs. Les bénéficiaires de ces aides jugent que la somme de 700 000 DA est très insuffisante pour construire un nouveau logement à cause des surcoûts liés au relief montagneux, pour les habitants cette somme est valable pour le terrassement seulement. A travers notre observation nous constatons une standardisation de l'offre (les constructions réalisées n'ont pas le cachet local), ainsi qu'un manque de contrôle sur l'argent public versé (la plate formes préparées pour la constructions dépassent la superficie d'un logement individuel), en effet, les bénéficiaires s'engagent sur des superficies très importantes qui demandent des financements importants.

Selon le PDAU<sup>2</sup>, la commune d'**ILLILTEN**, située à 70 Km au Sud -Est du chef-lieu de la wilaya de Tizi-Ouzou, est une commune rurale d'une superficie de 26,835 Km<sup>2</sup>. Elle compte **9 142habitants** dont une population villageoise dominante avec un taux de 85,37% de la population totale. La densité moyenne de la population est de 341hab/km<sup>2</sup>. Ses revenus sont à base des aides de l'État et des fonds de l'immigration.

#### **4.1 État des lieux de l'habitat de la commune : selon les autorités de la collectivité territoriale**

La commune d'ILLILTEN dispose de trois types d'habitats : habitat collectif (17 immeubles), habitat individuel (1242 maisons) et habitat traditionnel (185 maisons). Le RGPH 2008, a recensé **2 362 logements** dont **1 489 logements habités (63%)**, 585 sont des résidences secondaires (24,7%), 285 inhabités (12,6%) et 3 logements occupés par des activités professionnelles (0,13%). Le taux d'occupation par logement est de 6,1hab/logt. Le besoin en logement a été évalué en 2008 à 339 unités. Par ailleurs, les autorités locales ont enregistré en 2017, 90 demandes d'aide à la construction. Dans le cadre du quinquennat 2009-2014, la population de la commune a bénéficié de 310 aides de 700 000DA/personnes allouées par l'État au budget pour la construction du logement rural. Pour le quinquennat actuel (2015-2019), 254 dossiers ont été validés mais seulement un quota de 60 demandes a été satisfait jusqu'à ce jour (TALEB.K et AKNINE.R, 2017, p. 7). Ce recul est expliqué principalement par la politique d'austérité et le contexte de la crise économique actuelle.

Par ailleurs, l'aide à l'habitat rurale est la seule forme d'aide à la construction dont a bénéficié cette localité parmi les différents programmes d'aide au secteur de l'habitat, comme la location vente, le logement promotionnel aidé, le logement social,... Le choix de cette forme est justifié par le relief montagneux de la commune et la volonté des pouvoirs publics de maintenir les populations au milieu rural par la création de l'emploi local. Les bénéficiaires de ces allocations jugent que cette somme (700 000DA) est très insuffisante que ce soit pour la rénovation de l'habitat précaire ou pour la construction de nouveaux logements. L'un des bénéficiaires nous disait « La somme de 700 000DA ne mènera nulle part, elle ne permettra même pas de finaliser la plateforme et aux meilleurs des cas, arriver à construire la carcasse ; alors les finitions n'en parlons pas. La cherté des matériaux de construction et de la main-d'œuvre ne permet pas d'avancer ».Par ailleurs, cette aide constitue un apport de taille pour des populations en besoin de se loger et qui considèrent le toit comme une première nécessité. Cette forme d'habitat permet, non seulement d'assurer un

logement et d'améliorer les conditions de vie de la population, mais aussi de créer des emplois malgré leur faible niveau.

#### **4.2. L'emploi comme première cible de la politique de l'habitat rural**

Les emplois directs créés par ce projet sont caractérisés par leur précarité et par leur caractère temporaire et informel (ces emplois sont conditionnés par la fin du chantier et dominante informelle du secteur de construction en Algérie). Il est donc à noter une forme de bricolage qui entoure ce projet combien important pour les zones rurales. La commune ne compte que 8 unités de construction dont l'activité principale est hors de la commune. Mais du côté informel, il existe un nombre très important d'entreprises de BTP et surtout de maçons qui travaillent à titre personnel. Il est aussi important de noter qu'une dynamique a été créée, les emplois indirects créés par la construction du logement liés aux activités en amont et en aval de cette politique. Les activités comme le transport de marchandises, la fabrication et le transport de matériaux de construction sont les plus prospères (3 revendeurs de ces matériaux et des dizaines de transporteurs). Ce qui est aussi remarquable est que l'objectif principal de cette politique (aide à la construction rurale), qui est le maintien des populations sur place, n'est pas atteint et cela est dû principalement à la recherche d'emplois dans les villes et le manque de commodités suffisantes.

#### **4.3. La ressource locale et le métier du constructeur au sein de la politique de l'habitat rural**

La faiblesse de l'économie locale prend origine dans la non exploitation des ressources locales (matières premières, ressources humaines, savoir faire) surtout lors qu'un projet d'envergure comme celui de l'habitat n'est pas conditionné par l'utilisation des ressources locales au lieu de faire le bonheur des importateurs des matériaux de construction et des fabriques de briques sises à l'extérieur de la commune. Avec l'arrivée du nouveau mode d'habitation, ce projet a eu aussi comme conséquence la destruction d'un patrimoine matériel (maison Kabyle traditionnelle) et environnemental.

Les populations kabyles ont toujours construit leur maison traditionnelle à base de 100% de matières premières locales (terre, bois, argile, pierre etc.). Ses murs construits à base de la pierre et de la terre sont d'une grande largeur ce qui garantit une maison chaude en hiver et fraîche en été. Elle est charpentée par la tuile fabriquée à base d'argile posée sur des madriers en bois et collée par de la terre mouillée, c'est une maison qui répond aux besoins de commodités de ses habitants. Elle est construite à base de produits naturels locaux, elle garantit un toit sans aucun risque sur la santé. Durant les décennies passées, le métier du constructeur se transmet d'un maître maçon à un apprenti sur le lieu de travail (apprentissage sur le tas). D'autres métiers interviennent en complément dans la construction (tailleur de pierre, menuisier, serrurier, et autres), la répartition des tâches répond à la spécialisation dans les divers domaines. Ainsi, les tâches se partagent en fonction de la maîtrise du travail et des compétences de chacun. Ce métier était, pendant longtemps, une source d'emplois pour les habitants de cette région.

Avec les mutations économiques et sociales qu'a subies le village et dans la commune, la maison kabyle traditionnelle ne se construit plus, la maison actuelle ne se construit plus en harmonie avec la nature, elle a perdu son charme et sa beauté. En effet, les nouvelles constructions sont bâties à base de matières premières nouvelles (la brique, la ferraille, le ciment etc.), non produites localement et donc importées de l'étranger ou dans d'autres régions du pays, ce qui a

rendu le projet peu rentable pour la localité. De nos jours, les maisons ne sont que des tubes de plusieurs étages en béton alignés tout au long des routes et des pistes, dans la plupart du temps, elles ne sont pas finies de l'extérieur, ce qui a dégradé complètement le côté esthétique des constructions. La main-d'œuvre spécialisée dans l'habitat traditionnel devient de plus en plus rare. En ce qui concerne les nouvelles constructions en béton, le maçon s'occupe de toutes les tâches (construction, peinture, carrelage, plomberie), la spécialisation est donc inexistante ce qui donne un travail mal fait. La cherté des matériaux de construction et le manque d'intérêt des jeunes à ce métier sont autant de facteurs qui freinent le développement de ce secteur.

À partir de ce constat, nous pouvons affirmer que la commune étudiée a subi une grande perte en matière de ressources locales non exploitées (naturelles et humaines) qui constituaient il n'y a pas longtemps, une richesse considérable. Cette ressource en étant exploitée et valorisée, pouvait être aujourd'hui une source importante de création de richesses et d'emplois et du développement de l'économie locale. De plus, le métier de construction -transmis de génération en génération dans cette commune a perdu son importance par les jeunes qui ne sont plus intéressés par son apprentissage. Ils le considèrent comme un métier du secours lors du besoin.

## 5. Conclusion

Dans le but de répondre le mieux aux attentes sociales des populations, particulièrement en termes du logement, l'Algérie a adopté une politique de subvention de grande ampleur. À partir des années 2000, l'État a consacré des ressources budgétaires appréciables pour faire face à la crise du logement et améliorer les conditions de vie des citoyens. Les aides accordées à la construction du logement rural étaient l'un des axes les plus favorisés par cette politique en vue de limiter l'exode rural (maintenir les populations rurales dans les campagnes) et créer des postes d'emploi. Cet objectif a nécessité des ressources financières, matérielles et humaines très importantes pour assurer sa réussite. Le besoin en matériaux de construction et en main-d'œuvre qualifiée est en croissance continue. Mais les résultats de ce programme ne répondaient pas aux attentes fixées. Le manque de compétences managériales, du professionnalisme et de la main d'œuvre locale qualifiée a été parmi les grands défis de cette politique et les obstacles les plus persistants à sa concrétisation. La formation professionnelle dans le secteur de construction ne répondait pas aux besoins du marché (formation inadéquate), le jeune Algérien ne s'intéresse plus au métier de la maçonnerie. La solution était le recours à une main-d'œuvre étrangère plus compétente, généralement chinoise. L'état des constructions actuelles reflète la situation dégradée du secteur (des chantiers en arrêt, des constructions inachevées, des retards dans les délais, ...). Ainsi, les auto-constructeurs sont incapables de bien définir les coûts de construction. Par conséquent, les aides allouées étaient trop loin de satisfaire les bénéficiaires ce qui donne des constructions inachevées. Au détriment des ressources locales, les nouvelles matières importées et la main-d'œuvre étrangère ont été favorisées. Ce qui a rendu le projet peu rentable et les objectifs fixés à moitié réalisés. Certes les résultats des efforts fournis par les pouvoirs publics sont considérables, mais le besoin en logement reste toujours en croissance.

## 6. Bibliographie

- ANBER.N (2013), « *Acquisition des compétences dans les situations de formation professionnelle en Algérie : étude sur les stagiaires en ressource humaine* », Université de Tizi-Ouzou, Psychological&EducationalStudies, Laboratory Of Psycho-Educational Practices N°10, p15-32.

- BELGHANAMI W.N (2014), « *La GRH à travers les compétences pour améliorer la performance de l'entreprise* », mémoire de magister en management, Ecole Doctorale d'Economie et de management, université d'Oran. Algérie
- BESSAOUD, O. (2006), « La stratégie de développement rural en Algérie », in *Options Méditerranéennes*, politiques de développement rural durable en Méditerranée dans le cadre de la politique de voisinage de l'Union Européenne, N°7, pp 79-89.
- BOUBEKEUR.S (1986), « *L'industrie du bâtiment dans la politique industrielle de l'Algérie* », in « *Annuaire de l'Afrique du nord* », tome XXV, édition du CNRS, p85-91
- BOUHABA.M (1986), « *Le logement et la construction dans la stratégie algérienne de développement* », in « *Annuaire de l'Afrique du nord* », tome XXV, édition du CNRS, p51-64
- BOULAHBEL.B(2008), « *L'Algérie de demain, relever les défis pour gagner l'avenir : Besoins sociaux à l'horizon 2025* », Fondation Friedrich Ebert, Alger
- BOUKHROUF.B (2011), « *perception de la formation et la construction de compétences dans les entreprises publiques algériennes : Illustration à partir du cas de d'Algérie Telecom, Sonelgaz et Saidal* », mémoire de magister, UMMTO, Algérie
- COTE, M. (1986), « *L'habitat rural en Algérie formes et mutations* », in *Annuaire de l'Afrique du nord*, tome XXV, Paris, édition CNRS, pp 299-315
- GABRIEL-FRANÇOIS. D (2011), « *Artisanat, métiers et compagnonnage : La transmission des savoirs, de l'oralité à l'écrit : Le rôle des marchés, traités et encyclopédies* », ICOMOS, Paris, p242-256
- MORANA.J, BRAHIMI.F, BONET FERNANDEZ.D &TEULON.F (2014), « *Compétences de la main-d'œuvre locale en Algérie et management de projets nationaux : Le cas de l'autoroute Est- Ouest* », WorkingPaper, N°247, p1-19, in <https://www.ipag.edu/fr/accueil/la-recherche/publications-WP.html>(consulté le 16-01-2018)
- MOUSSAOUI. L(2011), « *Le système de formation dans le développement des compétences, l'expérience algérienne* », inComité mondial pour les apprentissages tout au long de la vie,[http://www.cma-lifelonglearning.org/doc/CMA\\_FP\\_Algerie.pdf](http://www.cma-lifelonglearning.org/doc/CMA_FP_Algerie.pdf)(consulté le 21-11-2017)
- Objectifs du Millénaire pour le Développement, Rapport National 2000 – 2015, juin 2016
- OUKACI. D et MAHMOUDIA. M, « *L'investissement en ressource humaine dans le cadre de la mise à niveau : Cas de deux entreprises publiques économiques algériennes* », UMMTO, Algérie, in<https://studylibfr.com/doc/8335390/pdf---631.5-ko>(consulté le 23-11-2017)
- RASSE P (2001) « *Savoirs formels et informels dans la muséologie des sciences et des techniques* », Recherche en communication, Louvain la Neuve, N°15, p121-132.
- SAFAR ZITOUN, M. (2012), « *Le logement en Algérie : programmes, enjeux et tensions*», *Confluences Méditerranée* 2012/2 (N°81), p. 133-152.
- SEMMOUD.B (1986), « *Politique d'habitat et accès au logement en Algérie : l'exemple de l'Oranie* », in « *Annuaire de l'Afrique du nord* », tome XXV, édition du CNRS, p128-139
- SIAGH A.R (2014), « *contribution du profil et des compétences entrepreneuriales à la réussite de PME en Algérie* », thèse de doctorat en sciences de gestion, université de Ouargla, Algérie
- SOUIAH.F (2011), « *L'Algérie made by China* », revue Méditerranée N°116, p139-143
- TALEB.K et AKNINE. S.R (2017), « *La politique sociale de l'habitat en Algérie: impacts sur le développement économique et social* », conférence internationale en EGCI 2017, International Journal of Economics&Strategic Management of Business Pocess-ESMB N°9, p 119-127
- TELLIER.J. (2010), « *Regards croisés sur les politiques d'habitat social Le au Maghreb : Algérie, Maroc, Tunisie* »,Lien social et Politiques, Le logement et l'habitat : enjeux politiques et sociaux N°63, p55–65.

- TELAIDJIA. D & KOUADRIA. N & NAITMERZOUG. M.L (2013), « *Les difficultés de l'équation du logement social en Algérie. L'expérience à Annaba* », Université BM – Annaba, revue El-Tawassol : Sciences Humaines et Sociales N°36, p21-33
- « Le logement, axe prioritaire », *Revue de l'habitat, Ministère de l'habitat et de l'urbanisme*, N° 3, mars 2009, p. 28
- *Objectifs du Millénaire pour le Développement*, Rapport National 2000 – 2015, juin 2016, in <http://www.amb-algerie.fr/wp-content/uploads/2016/10/Objectifs-du-millenaire-pour-le-developpement-Algerie-2016.pdf> (consulté le 19-01-2018)

<sup>1</sup>Le taux de la croissance démographique a été de 3% à 3,4% selon les régions.

<sup>2</sup>Plan de développement et d'aménagement urbain de la commune d'ILLILTEN